

Le rôle des États-Unis et de son arsenal nucléaire dans l'architecture globale de sécurité de la planète

Si en matière de puissance économique, la suprématie de Washington est désormais contestée, en particulier par la Chine, en un monde qui semble laisser de plus en plus de place aux émergents, il n'en est apparemment pas de même dans le segment peut-être moins avenant, mais plus que jamais crucial des affaires militaires. Malgré une multipolarité économique toujours plus affirmée, les États-Unis maintiennent en effet des dépenses de défense allant bien au-delà de leur part dans la production mondiale de biens et de services. C'est qu'ils assumaient jusqu'à aujourd'hui dans l'architecture planétaire de sécurité un rôle spécifique de régulateur de la violence en dernier ressort, cette mission tenant à leur position jusqu'alors incontestée de première puissance mondiale.

De nouveaux éléments doivent cependant être pris en considération

Engagée dans une possible trajectoire de déclin, Washington doit maintenir sa contribution à la stabilité planétaire à un niveau raisonnable et articulé à ses objectifs de sécurité. D'où la réorientation de l'appareil de défense vers l'Asie depuis le mandat du président Obama, l'une des régions concentrant à première vue le plus d'enjeux pour le futur de la puissance américaine. D'où également le tour parfois qualifié de néo-isolationniste qu'a pris, au moins dans le discours, la politique du président Trump : critique de l'OTAN et incitation des pays européens à assumer de manière plus équilibrée le poids de leur défense, inq

tude asiatique sur l'effectivité du couplage américain dans le contexte d'une Chine devenue nettement plus assertive depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping à Pékin. Il est ainsi intéressant, dans ce contexte, et à l'heure de la révision de la posture stratégique nucléaire des États-Unis, de s'interroger sur le rôle que joue aujourd'hui l'arme nucléaire américaine dans l'architecture de sécurité globale proposée par Washington qui, malgré tout, reste la seule puissance capable de jouer à l'heure actuelle et d'une manière crédible un rôle de stabilisateur mondial. Cette arme contribue-t-elle à accroître les incertitudes en cette période de transition de la puissance ? Ou bien au contraire a-t-elle un effet bénéfique d'atténuateur des tensions mondiales ?



Un bombardier B-52H au décollage de Minot Air Base (Nord Dakota). L'arme nucléaire contribue-t-elle à accroître les incertitudes ou à atténuer les tensions mondiales ?

© Tech. Sgt. Eveyyn Chavez / US Air Force

Les restes d'une unipolarité disparue

Avant d'aborder le rôle spécifique que jouent les armes nucléaires américaines dans la stabilité internationale, il convient néanmoins de s'interroger sur les vices et les vertus que recèle la distribution actuelle de la puissance, dans la perspective de cette même stabilité.

La répartition actuelle de la puissance est marquée, en matière militaire, par une forte dissymétrie en faveur des États-Unis. La situation est bien différente en matière économique où, malgré une avance certaine des États-Unis, des rivaux talonnent Washington en certaines matières – qu'il s'agisse de l'Union européenne ou bien de la Chine. Néanmoins la sécurité mondiale semble reposer, non pas sur un équilibre classique de la puissance opposant deux coalitions, comme à l'époque classique de l'Europe des XVIII^e et XIX^e, mais bien plus sur les restes à la fois partiels et fragiles d'une unipolarité disparue, qui s'était révélée par défaut, à la suite de l'effondrement du rival soviétique au début des années 1990. Ce serait ainsi le différentiel de puissance entre Washington et les autres États, qui lui permettrait de jouer un rôle – en principe stabilisateur – de gendarme mondial.

« *Rôle en principe stabilisateur* » évoquons-nous, car normalement aucun État n'aurait intérêt à défier directement la puissance dominante, la probabilité de succès en cas de conflit s'avérant très faible. Inversement, la puissance en situation d'*hégémon* aurait avantage à se contenter de la gestion paisible – « *en bon père de famille* » – de sa suprématie : toute crispation excessive de sa part risquerait en effet d'entraîner des surcoûts susceptible de hâter son déclin inéluctable. Par ailleurs une attitude inutilement agressive serait de nature à faciliter le rassemblement des États mécontents et donc de porter *in fine* atteinte à la position dominante dudit *hégémon*. Notons cependant que la fragilisation de sa position hégémonique pourrait entraîner des réactions inadaptées de la part de la puissance dominante, susceptibles d'être déstabilisatrices. Les mandats de G.W. Bush et de D. Trump n'illustreraient-ils pas la possibilité de telles dérives ?

Une première question se pose : l'arme nucléaire, possédée en de très nombreux exemplaires et se-



Le président D. Trump au Sommet de l'OTAN, à Bruxelles le 11 juillet 2018. Washington demeure malgré tout la seule puissance capable de jouer de manière crédible un rôle de stabilisateur mondial.

lon des standards de haute qualité par Washington, ne joue-t-elle pas un rôle fondamental dans la crédibilisation de cette suprématie mondiale ?

Un examen rapide de la situation pourrait dans un premier temps conduire à une réponse positive. Il est en effet clair que l'arme nucléaire, en termes absolus, contribue effectivement à la puissance militaire et diplomatique des États-Unis, comparée à une configuration qui ne comporterait que les dispositifs militaires conventionnels du pays. Néanmoins, une nuance doit d'emblée être apportée. Appréhendée en termes relatifs, la situation se dévoile en effet sous un jour différent : en vertu de son pouvoir égalisateur, l'arme nucléaire, malgré la disparité numérique avec les puissances nucléaires moyennes en matière de têtes détenues, n'accroît pas nécessairement le fossé de puissance entre Washington et les autres pays munis de l'arme. Il se pourrait même qu'elle réduise cet écart car l'arme nucléaire démultiplie davantage la puissance des États de second rang ! Il n'est donc pas certain que l'arme atomique soit si nécessaire qu'on le dise habituellement au maintien de la puissance militaire des États-Unis. Voilà peut-être ce qui explique la relative facilité avec laquelle les États-Unis ont pu envisager – à long terme certes – son abandon possible pendant le premier mandat de Barack Obama. Ce n'est en tout cas pas l'orientation préconisée par les États-Unis du président Trump, à en juger tout au moins par la récente revue de la posture nucléaire (février 2018), préconisant plutôt un élargissement de la gamme des ripostes possibles *via* de nouveaux matériels.



Un soldat nord-coréen à la limite de la zone démilitarisée, en mai 2018. La possession de l'arme nucléaire incite Washington à la prudence stratégique avec la Russie comme avec d'autres puissances nucléaires.

Une deuxième question se pose alors : l'arme nucléaire américaine joue-t-elle un rôle positif en matière de sécurité ?

Si l'on estime qu'un bon moyen de maintenir la stabilité est de confier des responsabilités de gendarme mondial à une puissance, figurant dans une certaine mesure un *hégémon*, la réponse est là encore bien évidemment positive. A condition cependant que la fragilisation inéluctable de cette hégémonie n'entraîne pas de troubles. A condition également que l'arme nucléaire, par la sanctuarisation territoriale qu'elle confère à son détenteur, n'incite pas ce dernier à agir d'une manière désordonnée, en négligeant les objectifs de sécurité internationale au profit de buts plus égoïstes de sécurité nationale, voire au bénéfice d'une pure politique de puissance. Si les vertus sanctuarisantes de l'arme nucléaire, jointes à un dispositif de projection de la puissance, permettent d'intervenir en s'affranchissant des conséquences possibles d'une telle intervention sur la survie de la nation, il ne faudrait cependant pas oublier que ces opérations extérieures, rendues moins risquées peuvent être *stabilisantes*, ou bien dans d'autres cas *déstabilisantes*. Autrement dit, la détention de l'arme nucléaire, en garantissant que malgré de possibles mécanismes d'engrenages, la survie ultime de la nation restera toujours convenablement assurée par la dissuasion nucléaire, peut tout autant inciter la superpuissance à des interventions stabilisatrices, qu'à la pratique d'un comportement perturbateur ou irresponsable. Les deux premières années du mandat de D. Trump montrent que cette dernière hypothèse n'est pas purement spéculative.

En dehors de la manière dont l'arme ultime colore et infléchit l'hégémonie relative – et surtout fragilisée – des États-Unis dans le monde, l'arme nucléaire, détenue par les Américains et huit autres pays, peut induire de la stabilité par un autre canal. L'existence de cet instrument incite en effet Washington à maintenir un dialogue stratégique rationnel et prudent, tout d'abord avec la Russie, mais aussi avec les autres puissances nucléaires. Et les dommages immenses qui seraient associés à un éventuel échec de la dissuasion portent normalement, au-delà des rodomontades, les protagonistes de ce dialogue à la raison. Face au risque jamais totalement évacué d'un holocauste mondial, les détenteurs de l'arme seraient alors incités à se conduire de manière raisonnable.

Au-delà des effets généraux de la détention de l'arme nucléaire par la puissance américaine – qui s'avèrent globalement positifs, mais non pas univoques –, il convient d'évaluer les conséquences de la nouvelle posture nucléaire présentée par Washington en février 2018 sur le rôle que la bombe américaine joue au profit de la sécurité mondiale. Cette nouvelle posture accentue-t-elle le rôle stabilisateur de l'arme américaine dans le monde ou bien au contraire risque-t-elle d'induire des réactions en chaîne plutôt déstabilisatrices ?

En premier lieu, les aménagements les plus importants apportés à la posture américaine – loin d'être disruptifs – visent à améliorer la dissuasion exercée à l'encontre d'adversaires susceptibles de couvrir une stratégie d'agression ou « *de fait accompli territorial* » par la menace d'une frappe nucléaire limitée. L'adversaire en question pourrait être une puissance majeure (la Russie, ou éventuellement la Chine) ou un adversaire de moindre envergure comme la Corée du Nord. Pour ce faire, un élargissement de la palette des options à disposition pourrait être effectué. Elle serait dans un premier temps mise en œuvre par l'adaptation d'une tête nucléaire existante montée sur un missile balistique, et dans un second temps, par la mise au point d'un nouveau missile de croisière muni d'une tête nucléaire de faible puissance. Dans le domaine de la puissance nucléaire limitée, les capacités existantes présenteraient en effet certaines vulnérabilités susceptibles de s'accroître au cours des

années à venir. Elles comporteraient par ailleurs des contraintes opérationnelles d'emploi qui ne leur permettraient pas de faire face à tout type de situation d'agression. L'idée serait par ailleurs de dissuader également les attaques conventionnelles de très haute intensité, mettant en jeu les intérêts vitaux de l'État, et éventuellement associés à un volet cyber de très haute portée destructive. Il s'agirait enfin d'améliorer la perception du couplage entre Washington et ses alliés. Tout ceci semble à première vue favorable à une meilleure stabilisation de la situation internationale.

Abaissement du seuil d'emploi ou souplesse dans la dissuasion nucléaire ?

La réception de cette nouvelle posture stratégique a cependant fait l'objet de commentaires mitigés de la part de nombreux experts, ainsi que de critiques virulentes de la Chine et de la Russie. Bien que le texte américain s'en défende, il s'agirait en réalité selon ces pays d'un abaissement du seuil d'emploi de l'arme, maquillé derrière l'intention louable d'une dissuasion plus flexible. Il s'agirait également de perturber la réplique dissuasive russe à une agression externe. D'une manière moins polémique, on peut constater que l'objectif de stabilisation stratégique semble être devenu moins prioritaire que lors de la NPR de 2010, tout en observant que l'objectif ultime de désarmement semble clairement relégué à l'arrière-plan.

Ainsi la nouvelle NPR (Nuclear Posture Review) n'apporte pas de bouleversements essentiels. L'extension de la palette des options nucléaires témoigne d'une adaptation raisonnable à l'évolution de la menace en un monde caractérisé un net retour des logiques réalistes, lors d'une phase de transition majeure de la puissance. La NPR semble avoir un double impact sur la contribution des États-Unis à la sécurité mondiale : le raffinement des options à disposition témoignerait plutôt d'une contribution plus efficace des États-Unis à la stabilité internationale, alors même que les réactions à cette NPR – globalement perçue comme déstabilisatrice par de nombreux protagonistes de la scène internationale – risquent d'augmenter l'anxiété géopolitique tout en relançant une course aux armements probablement aussi coûteuse qu'inutile.

En conclusion, l'impact des États-Unis sur la sécurité internationale, et tout particulièrement celui de son outil nucléaire, apparaît globalement positif, même si de nombreuses nuances de détail doivent être apportées à cette assertion. L'impact à moyen terme de la NPR ne doit pas être surestimé, malgré les commentaires critiques qui ont été fort nombreux dans le débat international. Ces derniers apparaissent au moins autant liés à la personnalité du président Trump, qu'au texte lui-même. C'est ainsi surtout par les réactions excessivement anxiogènes de certains acteurs que la NPR risque de contribuer à la perception d'une instabilité internationale accrue, bien plus qu'à la lettre même du texte.

Colomban Lebas

Agrégé de géographie et docteur en science politique, Colomban Lebas a dirigé la section académique du Centre d'études stratégiques de la Marine et a été directeur d'études au Centre d'études et de recherche de l'École militaire.



Manutention de missiles de croisières sur la base nucléaire de Barksdale, en Louisiane. La nouvelle Nuclear Posture Review de février 2018 étend la palette des options nucléaires américaines.

© Armist / Sydney Bennett / US Air Force